

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
5 avenue Buffon
CS 96407
45064 Orleans Cedex 2

Parçay-meslay, le 17/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE

6 rue Cognac Jay
75007 Paris

Références : VAT20250435
Code AIOT : 0010000633

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/10/2025 dans l'établissement AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE implanté 37 RUE DE CERCELE LIEUDIT LE GRAND MAREUIL 37300 JOUE-LES-TOURS. L'inspection a été annoncée le 02/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE
- 37 RUE DE CERCELE LIEUDIT LE GRAND MAREUIL 37300 JOUE-LES-TOURS
- Code AIOT : 0010000633
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

L'établissement fait l'objet de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°13 058 du 5 septembre 1989 modifié et complété par plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires.

Le site de Joué-Lès-Tours assure la fabrication et le conditionnement de gaz industriels. Les activités industrielles incluent :

- la production et le conditionnement de l'acétylène (usine Acétylène) ;
- le stockage de gaz industriels en bouteilles et cadres ;
- l'inspection des bouteilles et cadres (atelier ALIS).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PMII
- AN25 Prélèvements envtx
- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 4 | Liste des substances recherchées et milieux associés | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 5 | Stratégie de prélèvement | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 6 | Personnels compétents | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 9 | Mise à la terre des réservoirs hydrogène | Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article 2.8 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 14 | Test et maintien des MMR | Arrêté Ministériel du 29/09/2025, article 4 | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 18 | Accessoire de sécurité de l'équipement | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 I | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1 | Perforation de la réserve incendie 240 m3 | AP Complémentaire du 17/01/2008, article 10 | Sans objet |
| 2 | Mise à jour du POI | Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100 | Sans objet |
| 3 | Réalisation | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| | d'exercice POI | article 5 | |
| 7 | Liste des produits de décomposition | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9 | Sans objet |
| 8 | Stockage hydrogène : Registre entrée sortie | Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article 3.5 | Sans objet |
| 10 | Emplacement, délimitation et organisation du dépôt d'hydrogène | Arrêté Préfectoral du 05/09/1989, article II.6 | Sans objet |
| 11 | Moyens incendie du dépôt d'hydrogène | Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article 4.2.2 | Sans objet |
| 12 | Contrôle périodique des cadres hydrogène | Autre du 01/01/2023, article 6.2.1.6.1 | Sans objet |
| 13 | 1) Champ d'application démarche PMII | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1 | Sans objet |
| 15 | Liste des ESP | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 III | Sans objet |
| 16 | Requalification périodique | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18 | Sans objet |
| 17 | Inspection périodique | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15 | Sans objet |
| 19 | Identification de l'équipement | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Perforation de la réserve incendie 240 m3

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/01/2008, article 10 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Réserve incendie |
| Prescription contrôlée : |

Il est ajouté à l'article 6-1-7 de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1989, le paragraphe 15 suivant :
En complément du réseau incendie public, une citerne souple de 240 m³ est installée et une aire d'aspiration est aménagée en bordure sud-ouest des limites de propriété dans un délai de 3 mois à compter du présent arrêté.

Cette réserve incendie est :

- signalée au niveau de l'accès du site et de l'aire d'aspiration,
- accessible aux engins des services de secours,
- protégée contre les chocs et les effets thermiques d'un incendie.

Constats :

La réserve d'eau (citerne souple) de 240 m³ a été perforée le 25/09/2025 et n'est plus fonctionnelle depuis cette date.

Causes : peu après la pose de géotextile sur le pourtour de la réserve incendie afin d'empêcher la pousse de végétation à proximité, les opérations de nettoyage ont conduit à la projection d'un gravier sur la réserve incendie, occasionnant un percement de diamètre 2 mm.

La réserve incendie a été éventrée par la fourche d'un chariot élévateur lors de la tentative de l'exploitant de soulever la citerne souple afin de poser un patch d'étanchéité.

Délai de réparation : l'exploitant a indiqué, le jour de la visite, que la réparation était planifiée pour le 06/10/2025 pour une mise en eau le 07/10/2025.

Le 07/10/2025, l'exploitant a confirmé que la réserve incendie était à nouveau opérationnelle.

Mesures compensatoires mises en place par l'exploitant :

- des rondes supplémentaires, notamment autour des semi-remorques ont été mises en place (une ronde assurée toutes les 1h30) ;
- les interventions nécessitant des travaux par point chaud ont été suspendues ;
- le SDIS a été prévenu de l'indisponibilité temporaire de la réserve d'eau.

Retour d'expérience :

L'exploitant indique qu'un brise vue rigide sera mis en place sur le grillage de la réserve incendie afin d'éviter la projection de gravier à l'avenir sur la réserve d'eau.

CONSTAT / CONCLUSION : la réserve d'eau de 240 m³ est opérationnelle à la date de rédaction du rapport.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100

| |
|---|
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires |
| Prescription contrôlée : SSB : Arrêté du 26/05/2014 Art. 5 « Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. » |
| Constats : Le site Air liquide de Joué-les-Tours dispose d'un plan d'opération interne (POI) établi le 16/10/2023. La date de dernière mise à jour est donc inférieure à trois ans à la date de la visite d'inspection. CONSTAT / CONCLUSION : Pas d'écart constaté |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Réalisation d'exercice POI

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires |
| Prescription contrôlée : SSB : Arrêté du 26/05/2014 Art. 5 « Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. » |
| Constats : L'exploitant organise des exercices réguliers, au moins une fois par an, en interne et avec présence des services de l'État (SDIS, DREAL). En séance, l'inspection des installations classées a consulté le compte-rendu du dernier exercice POI, qui s'est déroulé le 06/11/2024. CONSTAT / CONCLUSION : Pas d'écart constaté |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Liste des substances recherchées et milieux associés

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI |

| |
|--|
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] » <p>Annexe V - i) [...] Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>En séance le 01/10/2025, l'exploitant a indiqué avoir entamé des démarches avec le prestataire EGIS mais que la thématique des premiers prélèvements environnementaux n'était actuellement pas traitée dans le plan d'opération interne (POI) établi le 16/10/2023 Il indique par ailleurs que la gestion des prélèvements environnementaux sera intégrée au POI avant le 31/12/2025.</p> <p>CONSTAT / CONCLUSION : Le plan d'opération interne n'a pas été mis à jour en intégrant la liste des substances recherchées et milieux associés en cas d'incendie.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 5 : Stratégie de prélèvement

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : <p>[...]</p> |

| |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]</p> <p>Annexe V - i) [...] Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>En séance le 01/10/2025, l'exploitant a indiqué avoir entamé des démarches avec le prestataire EGIS mais que la thématique des premiers prélèvements environnementaux n'était actuellement pas traitée dans le plan d'opération interne (POI) établi le 16/10/2023. Il indique par ailleurs que la gestion des prélèvements environnementaux sera intégrée au POI avant le 31/12/2025.</p> <p>CONSTAT / CONCLUSION : Le plan d'opération interne n'intègre pas de stratégie de prélèvement.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 6 : Personnels compétents

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : <p>[...]</p> |

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

Annexe V - i) [...] Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.

Constats :

En séance le 01/10/2025, l'exploitant a indiqué avoir entamé des démarches avec le prestataire EGIS mais que la thématique des premiers prélèvements environnementaux n'était actuellement pas traitée dans le plan d'opération interne (POI) établi le 16/10/2023.
Il indique par ailleurs que la gestion des prélèvements environnementaux sera intégrée au POI avant le 31/12/2025.

L'exploitant envisage le recours à un organisme habilité pour la gestion des premiers prélèvements environnementaux.

CONSTAT / CONCLUSION : Le plan d'opération interne ne précise pas les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Liste des produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9

Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition

Prescription contrôlée :

La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98,

| |
|---|
| au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai. |
| Constats : Le site d'AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE de JOUÉ-LES-TOURS dispose d'une étude de dangers (mise à jour de janvier 2024). Cette EDD n'intègre pas la liste des produits de décomposition. La liste des produits de décompositions pourra être annexée à l'étude de dangers à l'occasion de sa prochaine mise à jour. CONSTAT / CONCLUSION : Pas d'écart constaté. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 8 : Stockage hydrogène : Registre entrée sortie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article 3.5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Dépôt d'hydrogène |
| Prescription contrôlée : 3.5 - Registre entrée/sortie La quantité d'hydrogène présente dans les installations doit pouvoir être estimée à tout moment à l'intention de l'inspection des installations classées et des services de secours. La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. |
| Constats : En séance, l'inspection des installations classées a visualisé l'extraction de l'application de suivi de stock de l'exploitant (application SAP), relatif à la rubrique 4715 (hydrogène). Il est notamment relevé que, sur l'année 2025 : - la quantité maximale stockée sur l'année s'élève à environ 0,8 tonne (la quantité maximale autorisée est de 0,9 tonne) ; - à la date de l'inspection, la quantité stockée est de 0,3 tonne. CONSTAT / CONCLUSION : Pas d'écart constaté. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 9 : Mise à la terre des réservoirs hydrogène

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article 2.8 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Dépôt d'hydrogène |
| Prescription contrôlée : 2.8 - Mise à la terre des équipements Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature inflammable de l'hydrogène. |

| |
|--|
| <p>Constats :</p> <p>Le stockage d'hydrogène, constitué de cadres métalliques de bouteilles sont des équipements transportables.</p> <p>L'inspection des installations classées constate que ces équipements ne sont pas reliés à la terre.</p> <p>CONSTAT / CONCLUSION : Les équipements constituant le stockage d'hydrogène ne sont pas reliés à la terre.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 10 : Emplacement, délimitation et organisation du dépôt d'hydrogène

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/1989, article II.6</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Dépôt d'hydrogène</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>1°) Le dépôt devra être distant d'au moins 8 mètres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un dégagement accessible aux tiers ou d'une voie publique, - d'un bâtiment construit en matériaux combustibles, de tout dépôt de matières combustibles ou comburantes et de toute activité classée pour risque d'incendie ou d'explosion. <p>L'emplacement réservé au dépôt doit être délimité. Si la circulation de véhicules est possible aux abords du dépôt, cette délimitation doit être matérialisée au sol (peinture, piquets, etc ...)</p> <p>5°) Dans le dépôt, les récipients devront être placés de façon stable et de manière à être facilement inspectés et déplacés, les robinets étant aisément accessibles pour le contrôle de l'étanchéité.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le dépôt est délimité par des lignes matérialisées au sol. Les récipients apparaissent correctement disposés.</p> <p>CONSTAT / CONCLUSION : Pas d'écart constaté</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 11 : Moyens incendie du dépôt d'hydrogène

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article 4.2.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Dépôt d'hydrogène |
| Prescription contrôlée : L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : - 1 extincteur à poudre de 50 kg sur roues ; - 1 robinet d'eau de 40 mm, équipé d'une lance susceptible d'être mise instantanément en service. Ces matériels doivent être disposés à proximité de l'installation, maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Le personnel doit être formé à l'utilisation des moyens de secours contre l'incendie. En cas d'incendie dans le voisinage de l'installation des dispositions doivent être prises pour protéger l'installation. |
| Constats : Consultation en séance du procès-verbal d'interventions sur les moyens incendie. Sur site et en salle, les moyens incendie suivants, situés à proximité du stockage d'hydrogène, ont été examinés : - extincteur à poudre ABC de 50 kg sur roues N°45 - maintenance effectuée le 14/10/2024 par la société EUROFEU (prochaine intervention programmée le 02/10/2025) ; - deux robinets d'incendie armé - maintenance effectuée le 17/09/2025. CONSTAT / CONCLUSION : Pas d'écart constaté |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 12 : Contrôle périodique des cadres hydrogène

| |
|---|
| Référence réglementaire : Autre du 01/01/2023, article 6.2.1.6.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, ESP, contrôle périodique |
| Prescription contrôlée : Accord relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR) 6.2.1.6 Contrôles et épreuves périodiques 6.2.1.6.1 Les récipients à pression rechargeables doivent subir des contrôles périodiques effectués par un organisme d'épreuve et de certification agréé par l'autorité compétente du pays d'agrément et selon les périodicités définies dans l'instruction d'emballage correspondante P200 ou P203 du 4.1.4.1 et en accord avec les modalités suivantes : a) Examen extérieur du récipient à pression, de l'équipement et des inscriptions; |

| |
|---|
| <p>b) Examen intérieur du récipient à pression (examen de l'état intérieur, vérification de l'épaisseur minimale des parois, etc.);</p> <p>c) Contrôle du filetage si les organes sont enlevés;</p> <p>d) Épreuve de pression hydraulique et, au besoin, contrôle des caractéristiques du matériau par des épreuves appropriées</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a contrôlé deux équipements sous pression transportables se trouvant dans la zone de stockage hydrogène :</p> <p>- <u>Cadre de bouteilles V18 N° C0100865</u></p> <p>L'exploitant a présenté en séance l'attestation de contrôle périodique N°22BMC-ACP-0193 du 30/06/2022.</p> <p>- <u>Cadre de bouteilles V9 N°12060</u></p> <p>L'exploitant a présenté en séance l'attestation de contrôle périodique N°18HACPGC-ACP1245 - 11/2017</p> <p>La périodicité de contrôle étant fixée à dix ans pour ce type d'équipements, les deux équipements examinés sont à jour de leurs contrôles.</p> <p>CONSTAT / CONCLUSION : Pas d'écart constaté..</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 13 : 1) Champ d'application démarche PMII

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Champ d'application</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Documents transmis en amont de l'inspection (le 5/08/2025) :</p> <p>- recensement des ouvrages entrant dans le périmètre du plan de modernisation.</p> <p>Le recensement transmis par l'exploitant ne retient aucun équipement soumis aux arrêtés ministériels du 03 et 04/10/2010.</p> <p>CONSTAT / CONCLUSION : Pas d'écart constaté.</p> |

| |
|---------------------------------------|
| Type de suites proposées : Sans suite |
|---------------------------------------|

N° 14 : Test et maintien des MMR

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2025, article 4 |
|---|

| |
|---|
| Thème(s) : Risques accidentels, Compresseur acétylène |
|---|

Prescription contrôlée :

Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en oeuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.

Constats :

L'inspection des installations classées a examiné le suivi d'une des mesures de maîtrise des risques issue de l'étude de dangers du site (2024).

CONSTAT / CONCLUSION : La mesure de maîtrise des risques examinée n'a pas fait l'objet du test mensuel en septembre 2025 (détails en annexe confidentielle).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

| |
|--|
| Type de suites proposées : Avec suites |
|--|

| |
|---|
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
|---|

| |
|--------------------------------|
| Proposition de délais : 2 mois |
|--------------------------------|

N° 15 : Liste des ESP

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 III |
|---|

| |
|--|
| Thème(s) : Situation administrative, ESP, Présence et conformité de la liste |
|--|

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification periodique.

L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

Constats :

Document transmis le 05/08/2025 :

- liste des équipements sous pressions fixes soumis au suivi en service

La liste des équipements sous pression, réactualisée le jour de la visite d'inspection respecte le formalisme imposé par l'arrêté du 20/11/2017 et ne comporte pas d'équipements en retard de contrôle.

CONSTAT / CONCLUSION : Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18

Thème(s) : Risques accidentels, ESP, Vérification de la dernière requalification périodique

Prescription contrôlée :

L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : [...] trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ; six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique [...] ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ; dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.[...]

Constats :

Contrôle par sondage du parc des équipements sous pression fixes du site :

L'équipement sélectionné par l'inspection est le compresseur A 3^e étage, fabricant BURCKARD, N°3842, année 1971, PS = 196,1 bars, V = 7,5 L.

L'exploitant a présenté l'attestation de requalification périodique N°114531, satisfaisante, établie par l'organisme APAVE le 30/08/2021.

La périodicité de requalification périodique pour ce type d'équipement est fixée à dix ans, l'équipement est donc à jour de son contrôle.

CONSTAT / CONCLUSION : Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Inspection périodique

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15 |
| Thème(s) : Risques accidentels, ESP, Vérification de la réalisation de la dernière inspection périodique |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <p>[...]</p> <p>2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;</p> <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans.</p> <p>Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. [...]</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Contrôle par sondage du parc des équipements sous pression fixes du site :</p> <p>L'équipement sélectionné par l'inspection est le compresseur A 3^e étage, fabricant BURCKARD, N°3842, année 1971, PS = 196,1 bars, V = 7,5 L.</p> <p>L'exploitant a présenté le compte-rendu d'inspection périodique N°660992, satisfaisant, établi par l'organisme APAVE le 01/09/2025.</p> <p>La périodicité d'inspection périodique pour ce type d'équipement est fixée à quatre ans, l'équipement est donc à jour de son contrôle.</p> <p>CONSTAT / CONCLUSION : Pas d'écart constaté.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 18 : Accessoire de sécurité de l'équipement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 I |
| Thème(s) : Risques accidentels, ESP, identification des accessoires de sécurité |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles</p> |

interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :

[...]

- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.

Constats :

Équipement sélectionné par l'inspection : compresseur A 3^e étage, fabricant BURCKARD, N°3842, année 1971, PS = 196,1 bars, V = 7,5 L.

L'exploitant indique que l'équipement est protégé par trois soupapes dont les pressions d'ouverture sont réglées à 2,45 bars, 9 bars, 25 bars). Ces soupapes ont été vues lors de la visite sur site.

Pour cet équipement, l'attestation de requalification périodique N°114531 du 30/08/2021 identifie les deux accessoires de sécurité suivants :

- soupape LESER N°11251099 de 2,45 bars

- soupape LESER N°11248576 de 9 bars

Le compte-rendu d'inspection périodique N°660992 du 01/09/2025 identifie, pour le même équipement comme accessoire de sécurité la soupape LESER N°12262355 de 25 bars.

L'attestation de requalification périodique et le compte-rendu d'inspection périodique ne sont pas cohérents et certains accessoires de sécurité ne semblent pas avoir été examinés lors des contrôles.

CONSTAT / CONCLUSION : La vérification des accessoires de sécurité lors de la dernière requalification périodique et de la dernière inspection périodique apparaît incomplète.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En particulier, l'identification des accessoires de sécurité présente dans le dossier de fabrication est attendue. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 19 : Identification de l'équipement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24

Thème(s) : Risques accidentels, ESP, Vérification de présence et cohérence de la plaque signalétique

Prescription contrôlée :

En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à « tête de cheval ».

Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification [...].

Lorsque la valeur de la pression d'épreuve de requalification est diminuée dans les conditions prévues par l'article 21, la nouvelle valeur, précédée de la lettre E, est portée au voisinage immédiat de la mention de celle relative à l'épreuve précédente.

Constats :

Sur site, contrôle des plaques des équipements suivants :

- compresseur A 3^e étage, fabricant BURCKARD, N°3842, année 1971, PS = 196,1 bars, V = 7,5 L, marquage de la dernière requalification périodique présent.
- cadre bouteilles d'hydrogène V18 N°C010865 - marquage du dernier contrôle périodique présent.
- cadre bouteilles d'hydrogène V9 N°12060 - marquage du dernier contrôle périodique présent.

CONSTAT / CONCLUSION : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite